



PV DE LA CONCERTATION LOCALE DU 2 FEVRIER 2018

Membres de droit :

Ville de Bruxelles :

- Madame Faouzia Hariche : Echevine de l'Instruction Publique, de la Jeunesse, de la Petite Enfance et du Personnel de la Ville de Bruxelles : *excusée*
- Madame Faten Alamat : Cheffe de Cabinet de Madame Faouzia Hariche : *excusée*
- Madame Basma Ben Amar et Monsieur Karim Bouhout : Coordination locale de la Ville de Bruxelles – Jeunesse à Bruxelles

Cocof :

- Monsieur David Cordonnier, Cabinet du ministre de la région de Bruxelles-Capitale, Conseiller en Cohésion sociale
- Monsieur Vincent D'Ostuni, Chargé Administratif des projets de Cohésion Sociale

Membres opérateurs: 19 membres présents ou représentés : Arthis-La maison culturelle Belgo Roumaine, ASE Anneessens, Ateliers du soleil, Bruxelles Enseignement, Caria, Centre Culturel Bruegel, Centre TEFO, Cultures et santé, Double sens, Entraide, Entraide Bruxelles, Entraide des Marolles, Eureka ! Aide et soutien, Formosa, Foyer des jeunes des Marolles, Interpole, Joseph Swinnen, Les Ateliers populaires, Progrès.

Membres associés (bénéficiaire du FIPI) : Espace culture et développement, Bruxelles Laïque, Sports et Culture, Bapa BXL, EDD NOH.

Excusés : AMO de NOH, Don Bosco Télé-Service, Groupe d'Entraide Scolaire de Laeken, Jeunesse à Bruxelles, Le Colombier, Le Quatre Vingt-Huit, Ligue de l'Enseignement et de l'Education permanente.

Absents : Membres opérateurs : Centre Culturel Bruxelles-Nord –Maison de la création, Centre Social du Béguinage, Chom'Hier AID, L'Amorce, La Maison des jeunes de NOH, Maison des Jeunes L'Avenir, Mini Anneessens, Prévention Jeunes Bruxelles.

Absents : Membres associés (bénéficiaire du FIPI) : Le sixième Sens, Laeken Découverte

Ordre du Jour :

- Approbation du PV de la concertation du 13 décembre 2017
- Présentation de l'avant-projet de Décret relatif à la cohésion sociale par David Cordonnier, représentant de Rudy VERVOORT, Ministre-Président de la Région Bruxelloise, en charge de la cohésion sociale
- Séance de questions/réponses
- Présentation de l'EPNM : *Espace Publique Numérique Mobile*, de l'asbl Espace Culture et Développement, par Mr Dioum, coordinateur
- Présentation de l'*Epicerie sociale les Capucines asbl* par Mme Margaux Leuriaux, chargée de projet
- Divers

1) Approbation du PV de la concertation locale du 13 décembre 2017

Le PV de la concertation locale du 13 décembre 2017 est adopté à l'unanimité par les votants et sans aucune remarque.

2) Présentation de l'avant-projet de Décret relatif à la cohésion sociale par David Cordonnier, représentant de Rudy VERVOORT, Ministre-Président de la Région Bruxelloise, en charge de la cohésion sociale (voir en annexe Power Point de présentation) : 55 minutes.

Mr Cordonnier propose ensuite de lister les questions liées à la compréhension du texte et non aux questions de fond. Il communique également ses coordonnées pour les avis plus personnels, qui seront également pris en compte.

3) Questions- réponses

Espace Culture et Développement asbl :

Dans quel axe entre l'atelier numérique ? Les TICS de façon générale ? Dans quelle priorité peut-on reprendre cela?

Mr Cordonnier : Pour ce qui concerne la question liée au numérique : Il n'y a actuellement pas une priorité sur la question numérique en tant que telle. On sait cependant que l'outil numérique est souvent proposé comme outil aux apprenants et est reprise notamment en FIPI. Comme c'est le cas actuellement pour le projet d'Espace Culture et Développement.

La question numérique peut être reprise dans les actions ou projets qui renforcent les axes repris en Cohésion Sociale. Elle ne rentre actuellement pas dans les conditions générales, ni particulières pour obtenir un agrément en Cohésion Sociale. Elle rentre cependant dans le cadre de l'appel à projet qui court sur un, deux ou trois ans.

CARIA asbl :

L'asbl est en P1 et P2, et pour ce qui a trait à l'alphabétisation demande des éclaircissements sur l'art. 38 § 3 ? Plus précisément la question de « l'encadrement en personnel nécessaire et sur le niveau de compétences en Français à acquérir par les apprenants ».

Mr Cordonnier : Pour ce qui concerne l'art. 38 § 3 : il précise que cet article a trait à l'encadrement de Lire et Ecrire, et n'a pas changé par rapport au précédent décret. Cet article concerne l'opérateur CREDAF : centre régional pour le développement de l'alphabétisation et l'apprentissage du français. Cet opérateur est aujourd'hui « Lire & Ecrire ». Il explique que l'article 38 de façon générale cadre et fixe les missions du CREDAF par une série de règles visant à ce que celles-ci atteignent ses objectifs. Dans ses missions, on retrouve : les cours d'alphabétisation pour adultes, la formation des personnes chargées de dispenser ces cours d'alphabétisation, ou organise le détachement du personnel ou de formateurs qualifiés de « Lire & Ecrire » auprès des partenaires associatifs, précisément dans le secteur de la cohésion sociale. Il précise également que la question de « l'encadrement en personnel nécessaire », concerne bien l'opérateur CREDAF, à savoir « Lire et Ecrire » aujourd'hui et non l'association partenaire en Cohésion Sociale.

Pour ce qui concerne le niveau de compétences en français à acquérir par les apprenants, il est déjà défini par l'opérateur CREDAF avec le référentiel (sur base de ce que proposent « Lire et Ecrire »).

Interpôle :

a/ Est-il possible dans le dispositif de recueil des avis concernant le nouveau décret en Cohésion Sociale, que l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé – Section Cohésion sociale - soit partagé et débattu en concertation locale dans les communes avant toute prise de décision par le gouvernement ?

b/ Comme la question des agréments sécurise et rend plus pérenne les dispositifs existants ainsi que les associations en Cohésion Sociale, les rendant prioritaires, est-il possible de prioriser également les actions d'associations menées en FIPI, parfois depuis plus de 10 ans, dans le nouveau schéma de redéploiement des moyens sur 1, 2 ou 3 ans lorsque ces actions viennent renforcer le dispositif actuel de Cohésion Sociale ?

c/ Est-il question d'augmenter les moyens totaux en Cohésion Sociale puisqu'il est question de faire entrer Uccle et l'une de ses poches de pauvreté sur la chaussée de Neerstael ? Sinon cela ne risque-t-il pas de déformer des dispositifs déjà en place sur d'autres communes ?

Mr Cordonnier :

A/ Pour ce qui concerne la demande de prise de connaissance de l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé – Section Cohésion sociale -, un événement s'organise au départ du CRAcs afin d'alimenter une mise en commun des différents avis, y compris ceux émanant des différentes concertations locales.

B/ Pour ce qui concerne une augmentation de la dotation, de l'enveloppe fermée d'aujourd'hui, il n'y a pas de réponse définitive, en ce sens qu'un travail au niveau des budgets devra être fait. L'exemple d'Uccle est un bon exemple car la commune ne fait pas partie des zones prioritaires actuellement, comme Ganshoren, Berchem St Agathe, Woluwe St Pierre et St Lambert, Watermael Boisfort. On y trouve cependant des initiatives favorisant le vivre ensemble qui sont financées par les contrats régionaux de Cohésion Sociale. Malgré le côté relativement aisé de ces communes, il peut quand même y avoir des tensions.....Il est évident que la volonté ici est de stabiliser et renforcer les acteurs associatifs, non de diminuer les moyens pour mener les actions nécessaires au vivre ensemble. La différence, c'est qu'il n'y aura plus de limite de territoire, les coordinations locales seront refinancées vers le haut, une priorité sera donnée aux acteurs actuels. Les communes qui sont dans un besoin évident seront soutenues bien sûr, mais les autres pourront aussi demander un soutien à l'une ou l'autre initiative. Ces moyens ne seront pas nécessairement pris sur l'enveloppe actuelle...à voir au niveau du travail budgétaire.

Mr CORDONNIER relaye la parole du ministre qui va dans le sens de protéger, soutenir et reconnaître le travail associatif en Cohésion Sociale. Il n'y aurait pas de réforme envisagée si ce n'était pas pour un « mieux » dans le secteur associatif.

c/ Pour ce qui concerne les asbl qui sont dans le dispositif FIPI depuis longtemps et qui seraient prioritaires ou pas, rien n'est prévu de les textes actuellement. Un avis ou une recommandation de l'associatif serait pertinent.

Il attire l'attention sur fait qu'une association peut être candidate au niveau local ou associatif (à savoir régional « qui se déroule sur 3 communes ou plus ») de l'appel à projet, que dans le cadre d'un projet au niveau local « qui se déroule sur une ou deux communes », la concertation locale aurait tout son poids au niveau de la sélection.

FORMOSA asbl : revient sur le personnel du CREDAF, et notamment sur les formateurs de « Lire & Ecrire ». Est-ce qu'un budget supplémentaire serait octroyé pour engager des formateurs Alpha/Fle qui ont une formation pédagogique. Actuellement le niveau requis pour les formateurs est le certificat d'étude secondaire inférieur...

Réponse : C'est une question à laquelle on ne peut pas trouver toutes les réponses dans le cadre de l'avant-projet de décret. Mr CORDONNIER revient sur le plan bruxellois pour l'alpha, où la région a mis les moyens pour inclure un dispositif du CREDAF ainsi qu'une 90^{aine} de poste ACS pour « Lire & Ecrire », afin de

détacher des formateurs dans les asbl. Ces 90 ACS parfois infra qualifiés ont appris au sein de « Lire & Ecrire », se sont formé et sont devenus formateurs Alpha. Philosophiquement, « Lire & Ecrire » ne tenait pas spécifiquement à avoir des universitaires, mais aussi des personnes qui avaient aussi un parcours plus complexe. Il rappelle que le dispositif de la cohésion sociale travaille aussi avec PROFORAL.

Mr CORDONNIER renvoie vers Mme Anne Brisbois, ou Anne-Chantale Denis pour échanger sur ces questions spécifiques. Il trouve intéressant aussi d'avoir des personnes qui ont été bénéficiaires du dispositif de cohésion sociale et qui en final après un parcours spécifique, deviennent formateurs alpha... cela peut être très riche.

Karim Bouhout exprime le positionnement de la Ville de Bruxelles (sur demande de Faten Alamat, cheffe de Cabinet de Faouzia Hariche). La Commune est en accord avec la politique d'agrément du décret. Le dispositif de cohésion sociale intègre un maillage très complexe d'institutions et de politiques publiques sur le territoire de la Ville de Bruxelles. En fonction de ce maillage, il faut maintenir un délicat équilibre au niveau de l'offre associative. Dans ce cadre-là, la Commune souhaiterait que la concertation sur la délibération au sujet de la sélection des projets avec la Cocof se maintienne.

Elle exprime donc sa volonté de rester associée au processus de sélection des projets sur le territoire.

Entr'Aide des Marolles ASBL : demande un éclaircissement sur les nouvelles modalités de financement du FIPI.

Mr CORDONNIER : Tout dépend du type de projet porté en FIPI. S'agit-il d'un projet qui demain pourrait bénéficier d'un agrément ou pas ? S'il ne rentre pas dans ces critères-là, il pourrait alors bénéficier de l'appel à projet explicité et recevoir un subside s'étalant sur 1, 2, 3 ans. Si c'est un projet récurrent, alors autant le sélectionner pour plusieurs années (entre 1 à 3 ans), donc avec une demande de financement tous les trois ans seulement. Ce qui stabilise un peu plus l'initiative.

- 4) **Présentation de l'EPNM** : *Espace Publique Numérique Mobile*, de l'asbl Espace Culture et Développement, par Mr Dioum, coordinateur (voir Power Point en annexe) <http://www.espacecultures.be/>
- 5) **Présentation de l'Epicerie sociale les Capucines asbl** par Mme Margaux Leuriaux, chargée de projet (voir Power Point en annexe)
- 6) **Divers** :

« Lire & Ecrire » annonce une rencontre entre les opérateurs en « Alpha/Fle » uniquement et Mr CORDONNIER le 6 mars 2018 à Molenbeek, l'adresse et l'horaire seront communiqués en temps utiles.

Mr Cordonnier annonce une rencontre avec la Ministre Rudy Vervoort, organisé par le CRAcs, le 30 mars. Les modalités seront communiquées ultérieurement.

Clôture la concertation